

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES APPUI ET CONSEILS JURIDIQUES

n°202502

CAHIER DES CHARGES

SOMMAIRE

CONDITIONS PARTICULIÈRES	4
Article 1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS.....	4
1.1. Définitions	4
1.2. Interprétation	4
Article 2. CONTEXTE.....	4
2.1. Présentation de CFI	4
2.2. Contexte du présent Contrat.....	5
Article 3. OBJET DU CONTRAT	5
3.1. Intitulé du Contrat	5
3.2. Prestations confiées au Prestataire.....	5
3.2.1. Description des Prestations	5
3.2.2. Profil(s) requis, qualification et compétences de l'équipe en charge de la réalisation des Prestations	6
3.2.3. Livrables et échéances	7
Article 4. DURÉE	7
Article 5. LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
Article 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	8
Article 7. PRIX.....	8
7.1. Montant et forme des prix	8
7.2. Contenu des prix.....	9
7.3. Devises.....	9
7.4. Prix en cas de sous-traitance	9
Article 8. RÉVISION DES PRIX.....	9
Article 9. MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....	9
9.1. Avances.....	9
9.2. Modalités de paiement	10
9.3. Présentation des factures.....	10

9.4. Délai de paiement	10
Article 10. PRINCIPES ÉTHIQUES DE CFI.....	11
Article 11. SECRET ET RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLES	11
11.1. Secret professionnel.....	11
11.2. Responsabilité professionnelle.....	11
Article 12. NON-EXCLUSIVITÉ ET CONFLITS D'INTÉRÊTS	12
Article 13. REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	12
13.1. Représentation de CFI	12
13.2. Représentation du Prestataire	12
Article 14. SOUS-TRAITANCE	12
Article 15. SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	13
Article 16. DÉCLARATIONS ET GARANTIES.....	13
16.1. Déclarations et garanties.....	13
16.2. Modification de la situation juridique ou économique du Prestataire	14
Article 17. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	14
17.1. Propriété et exploitation des Résultats.....	14
17.2. Licence sur les Droits Préexistants	15
17.3. Garanties sur les droits cédés.....	15
17.4. Droits d'auteur	16
17.4.1. Droits de représentation	16
17.4.2. Droits de reproduction	16
17.4.3. Droit moral.....	17
Article 18. TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES	17
Article 19. PROTECTION ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	17
Article 20. RESPONSABILITÉ	18
Article 21. ASSURANCE	18
Article 22. FORCE MAJEURE	18
Article 23. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET DES LITIGES.....	19
23.1. Règlement amiable.....	19
23.2. Droit applicable - Tribunal compétent	19
Article 24. RÉSILIATION DU CONTRAT	19
24.1. Principes généraux	19
24.2. Résiliation judiciaire	19
24.3. Résiliation	19
24.4. Résiliation pour un autre motif	20
24.5. Résiliation pour faute du Prestataire	20

24.5.1. Résiliation pour faute	20
24.5.2. Conséquences de la résiliation pour faute	21

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Article 1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS

1.1. Définitions

Avenant	Désigne le document écrit complétant et/ou modifiant les documents contractuels antérieurs et toujours en vigueur ; signé par les Parties.
CFI	Désigne celui qui achète les Prestations. Sa dénomination sociale est : TRANSTÉLÉ CANAL FRANCE INTERNATIONAL.
Contrat	Désigne le présent Contrat de prestation de services et l'ensemble de ses annexes, qui forment un tout indivisible.
Partie(s)	Désigne le Prestataire et/ou CFI, en qualité de Parties au Contrat.
Prestataire	Désigne l'entité pourvue de la personnalité juridique attributaire du présent Contrat. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le Prestataire désigne le groupement.
Prestation(s)	Désigne les prestations confiées au Prestataire dans le cadre du présent Contrat.
Tiers	Désigne toute personne physique ou morale autre que les Parties.

1.2. Interprétation

Dans le Cahier des Charges (CC), sauf stipulation contraire :

- Les titres donnés aux Chapitres, Articles et Annexes ont pour seul but d'en faciliter la lecture et ne sauraient avoir d'influence sur l'interprétation ou l'application des stipulations du Contrat et de ses annexes ;
- Les termes définis à l'Article 1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS peuvent être employés indifféremment au singulier ou au pluriel lorsque le sens ou le contexte l'exigent ;
- Les renvois à un contrat ou autre document comprennent ses annexes ainsi que les modifications ou avenants dont le contrat ou le document a fait l'objet ;
- Les renvois faits à des articles, chapitres ou annexes doivent s'entendre comme des renvois à des Articles, Chapitres ou Annexes du Cahier des Charges
- Sauf mention contraire, les nombres de jours indiqués sont des jours calendaires.

Article 2. CONTEXTE

2.1. Présentation de CFI

Canal France International : une agence publique d'appui aux médias

CFI agit pour favoriser le développement des médias partout dans le monde et en particulier en Afrique subsaharienne, dans le monde arabe et dans les pays du voisinage de l'Union européenne. Au cœur de notre action : la lutte contre la désinformation, la promotion de l'égalité entre les femmes et les

hommes, la protection de l'environnement, la promotion de la démocratie et de l'engagement citoyen. CFI est un opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et une filiale du Groupe France Médias Monde.

2.2. Contexte du présent Contrat

CFI est une société anonyme de droit privée créée en 1989 par le ministère de la Coopération. Depuis 2017, CFI est une filiale de France Médias Monde, société nationale de programme créée en 2008 pour superviser et coordonner les activités des radios et télévisions publiques détenues par l'État français et ayant une diffusion internationale.

Depuis 2010, CFI exerce le mandat unique, confié par l'Etat français, d'Agence de développement dans le secteur des médias afin de mettre en œuvre la politique étatique d'appui au développement du secteur audiovisuel dans les pays bénéficiaires de l'aide publique au développement. Afin d'exercer sa mission, CFI est amené à conclure des contrats avec différents prestataires.

CFI évolue dans un contexte public dans la mesure où la quasi-totalité de son financement provient de crédits publics du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de fonds de bailleurs tiers acquis sur projet.

CFI s'est vu confier une mission d'intérêt général, et à ce titre, CFI est reconnue comme étant un pouvoir adjudicateur, et par extension un acheteur public au sens du Code de la commande publique.

Article 3. OBJET DU CONTRAT

3.1. Intitulé du Contrat

Le présent Contrat est un contrat de prestation de services¹ relatif à un appui et conseils juridiques. Le présent Contrat est soumis aux dispositions du [Code de la commande publique](#).

3.2. Prestations confiées au Prestataire

3.2.1. Description des Prestations

Le Prestataire s'engage à fournir à CFI un appui juridique sur demande de CFI, réactif et pertinent, principalement dans le domaine du droit de la commande publique, ainsi que dans tout autre domaine connexe du droit public ou privé pertinent au regard du statut et de l'activité de CFI. Le droit social, le droit du travail et les contentieux prud'homaux sont exclus du champ du présent Contrat.

Dans ce cadre, les missions confiées au Prestataire sur demande de CFI, pourront notamment comprendre :

- **Conseils et appui/assistance juridique permanente (par téléphone, email, visioconférence) notamment dans les domaines suivants** : droit des sociétés, droit de la commande publique, droit de la protection des données personnelles, droit fiscal, droit administratif.
- **Conseils juridiques, analyse de la conformité et rédaction de mémos et/ou notes juridiques** à usage des services de CFI sur les différents actes juridiques qu'elle est amenée à établir ou sur différentes questions juridiques posées dans le cadre de ses activités ;
- **Conseils juridiques** relatifs à la négociation, rédaction, passation, suivi d'exécution et résiliation éventuelle des contrats ;
- **Assistance à la rédaction, analyse et sécurisation juridique** de documents contractuels (notamment contrats de prestation et convention de subvention), et actes de quelque nature que ce soit, élaborés par CFI dans le cadre de la réalisation de ses différentes activités ;

¹ Conformément à l'Article L. 1111-4 du Code de la commande publique

- **Appui stratégique et opérationnel, analyse des enjeux et risques** dans la mise en œuvre de projets de CFI nécessitant la mobilisation d'outils de commande publique ou d'autres montages contractuels complexes ;
- **Veille juridique ciblée**, en lien avec l'évolution des textes, de la jurisprudence ou de la doctrine notamment en matière de droit de la commande publique ;
- **Assistance précontentieuse ou contentieuse**, incluant l'analyse des risques, la rédaction de courriers de réponse ou de réclamations, et le cas échéant la préparation des éléments nécessaires à la défense ou à la saisine des juridictions compétentes (en lien avec les avocats le cas échéant) ou à la rédaction d'actes ;
- **Assistance téléphonique/visioconférence** sur des questions ponctuelles ne nécessitant pas une étude approfondie ;
- **Participation à des réunions de travail** s'inscrivant dans la réalisation des missions évoquées aux points précédents, en présentiel ou par visioconférence

CFI fournira au Prestataire, par voie électronique, tout document qu'elle jugera pertinent pour comprendre les activités de CFI ainsi que les coordonnées des personnes pouvant être contactées.

CFI transmettra ses demandes aux interlocuteurs désignés (voir 3.2.2 ci-après) accompagnées de tous documents utiles pour permettre le traitement de ses demandes et précisera, le cas échéant, la nature et l'importance des enjeux de sa demande et les délais à respecter.

Le Prestataire s'engage à n'utiliser les coordonnées et documents fournis que dans le cadre de l'exécution du présent Contrat.

3.2.2.Profil(s) requis, qualification et compétences de l'équipe en charge de la réalisation des Prestations

Le Prestataire s'engage à désigner une équipe composée notamment d'avocats expérimentés (senior) consacrée à la réalisation des Prestations demandées. Le Prestataire désignera un interlocuteur privilégié et fera ses meilleurs efforts pour dédier une équipe et des interlocuteurs stables à CFI.

Déontologie

Le Prestataire devra répondre aux obligations encadrant l'exercice de la profession d'avocat.

Les avocats membre de l'équipe dédiée doivent être inscrit au barreau et exercer leur mission dans le strict respect des règles déontologiques applicables à la profession d'avocat, et notamment celles issues du Règlement Intérieur National (RIN) de la profession d'avocat.

À ce titre, le Prestataire s'engage à respecter les principes essentiels de la profession, en particulier l'indépendance, la loyauté, la confidentialité, la compétence, la diligence et l'humanité.

CFI reconnaît avoir été informée de ce cadre déontologique et s'engage à collaborer avec le Prestataire dans le respect de ces principes.

Compétences particulières

Il est impératif que l'équipe dédiée désignée par le Prestataire puissent faire valoir une expérience dans les domaines suivant :

- Droit de la commande publique ;
- Droit des sociétés ;
- Droit de la protection des données personnelles ;

- Droit administratif ;
- Droit fiscal applicable aux sociétés anonymes.

Au moins un membre de l'équipe dédiée devra impérativement maîtriser l'anglais (lu, parlé, écrit).

Le Prestataire s'engage à informer CFI sans délai de tout changement d'un membre de l'équipe affectée à la réalisation des Prestations, dès qu'il en a connaissance.

En cas de défection de l'interlocuteur privilégié dans l'offre technique du Prestataire, ce dernier dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de cette défection pour proposer à CFI son remplaçant, dans le respect des profils et des conditions définis au présent Cahier des Charges (CC). En l'absence de proposition de remplaçant dans le délai imparti, ou si CFI n'agrée pas le remplaçant proposé pour insuffisance de ses compétences ou de son expérience, le Contrat peut être résilié par CFI pour faute du Prestataire.

Le remplacement de l'interlocuteur privilégié du Prestataire ne peut en aucun cas entraîner une modification des conditions d'exécution du Contrat, notamment les prix ou les délais d'exécution des Prestations.

3.2.3. Livrables et échéances

LIVRABLES	
Type de livrables	Échéances
Mémo ou note juridique	Dans les délais fixés par CFI lors de la demande initiale.
Actes juridiques	Dans les délais fixés par CFI lors de la demande initiale.

Les livrables devront être rédigés en français et transmis par courrier électronique à la Responsable de projet à l'adresse suivante : marion.baby@cfi.fr

La langue de communication utilisée dans le cadre de cette Prestation, des réunions et de l'ensemble des livrables sera le français.

Tout livrable non-rédigé en français fera l'objet d'un refus par CFI, le Prestataire devra effectuer les modifications afin de se conformer à la langue imposée dans un délai qui lui sera transmis par CFI sans que cela ne fasse l'objet d'une rémunération ou compensation de quelque nature ou montant qu'elle soit.

Sur demande de CFI, certains livrables devront être transmis en anglais et certaines réunions pourront se tenir en anglais.

Article 4. DURÉE

La durée du Contrat est de douze (12) mois à compter de la date de notification.

Le présent Contrat fait l'objet de trois (3) reconduction(s) de douze (12) mois chacune dans les modalités définies au sein de cet article. La durée totale maximale du Contrat, reconduction(s) comprise(s), ne pourra excéder quarante-huit (48) mois.

La reconduction est tacite.

Dans l'hypothèse où CFI ne souhaiterait pas reconduire le Contrat, elle notifie au Prestataire par tout moyen permettant d'en attester la réception, sa décision de ne pas reconduire au minimum un (1)

mois avant la date anniversaire du présent Contrat. En cas d'absence de reconduction, aucune compensation ni indemnité de nature quelle qu'elle soit ne pourra être demandée par le Prestataire

En cas d'absence de reconduction, le Prestataire ne peut demander le versement d'indemnités et le droit à paiement acquis ne s'applique pas.

Le Prestataire ne peut pas refuser la reconduction².

Article 5. LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les Prestations seront exécutées au lieu habituel d'exercice du Prestataire.

Des réunions de travail et d'échanges pourront être organisées au siège de CFI (Issy-les-Moulineaux) ou en visio-conférence.

Article 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels qui régissent le présent Contrat sont, par ordre décroissant de prévalence :

1. Le Formulaire Acte d'engagement (FAE) et son annexe financière ;
2. Le Cahier des Charges (CC) et son annexe La Déclaration de Lutte contre la Corruption et le Trafic d'influence ;
3. L'offre complète du Prestataire.

Seuls les exemplaires des documents composant le présent Contrat et détenus par CFI font foi.

Seules les pièces constitutives du Contrat rédigées en langue française font foi et sont opposables à CFI et au Prestataire.

Par la remise d'une offre ainsi que par la signature du Formulaire Acte d'engagement (FAE), le Prestataire accepte l'ensemble des dispositions du Contrat et les documents contractuels du Contrat visés dans le présent article et s'engage sans réserve à les respecter, en sus des dispositions de son offre qui ont valeur contractuelle. Toute clause ajoutée par le Prestataire dans son offre, contraire aux stipulations des présentes pièces est réputée non écrite et ne pourra s'en prévaloir.

En cas de contradiction ou de différence entre des documents constitutifs du Contrat, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des Parties sera recherchée.

Le Prestataire devra se conformer à tous les règlements, décrets et arrêtés en vigueur à la date du dépôt de son offre.

Article 7. PRIX

7.1. Montant et forme des prix

En contrepartie de la réalisation des Prestations, CFI versera au Prestataire un prix unitaire fixé dans le Formulaire Acte d'engagement (FAE) appliqué aux quantités réellement réalisées.

Les prix sont indiqués dans le Contrat hors taxe à la valeur ajoutée (TVA). Les prix sont réputés fermes et complets.

² Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

7.2. Contenu des prix

Les prix comprennent notamment l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les Prestations et tous les autres frais liés à l'exécution de celles-ci, notamment :

- La cession des droits de propriété intellectuelle ;
- Les frais d'assurance ;
- Les frais de secrétariat et notamment de reprographie et de timbre.

7.3. Devises

La devise du Contrat est l'euro.

7.4. Prix en cas de sous-traitance

En cas de sous-traitance, les prix du Contrat sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le Prestataire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Article 8. RÉVISION DES PRIX

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de l'entrée en vigueur du présent Contrat, dit mois Mo.

Les prix sont fermes la première année et révisable par ajustement annuellement, à la date anniversaire de la notification du Contrat, par l'application au(x) prix de l'accord-cadre (P) de la formule suivante :

$$P = P_0 (S/S_0)$$

Dans laquelle :

P = prix après révision,

P₀ = prix de base,

S₀ = l'indice « ICHTrev-TS - Services administratifs, soutien », disponible sur le site internet de l'INSEE, à la date d'entrée en vigueur du présent Contrat,

S = le dernier indice « ICHTrev-TS - Services administratifs, soutien », disponible sur le site internet de l'INSEE, connu à la date de révision.

Une fois révisés, les prix demeurent fermes pour l'année d'exécution du Contrat, jusqu'à la prochaine révision.

Pour la mise en application de cette formule, il est entendu que l'ensemble des calculs est effectué par arrondissement au centième supérieur.

Lorsque l'indice de révision des prix a été supprimé et que la révision des prix est ainsi rendue impossible, il est fait usage, sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire, de l'indice de remplacement proposé par l'INSEE. Les valeurs de l'indice supprimé sont converties en valeur du nouvel indice utilisant le coefficient de raccordement proposé par l'INSEE.

Article 9. MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

9.1. Avances

Dans l'hypothèse où le Prestataire l'accepte dans le Formulaire d'Acte d'Engagement (FAE), une avance sera accordée par CFI comme suit : 10% du montant total du Contrat.

9.2. Modalités de paiement

CFI procédera au paiement sur réception d'une facture mensuelle accompagnée d'un relevé détail des Services effectué. Le décompte horaire par dossiers traités durant la période devra être mentionné sur ledit relevé.

Le mode de paiement est le virement bancaire.

9.3. Présentation des factures

Les paiements seront effectués sur présentation de la facture en un (1) original, au compte ouvert au nom du Prestataire.

Les factures seront établies par le Prestataire et adressées à CFI par voie électronique à l'adresse : marion.baby@cfi.fr

Outres les mentions légales, les factures porteront **obligatoirement** les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse complète du Prestataire ;
- Le numéro du Contrat ;
- La domiciliation bancaire du Prestataire ;
- Le numéro de la commande ;
- La date et le numéro de facture ;
- La période d'exécution des Prestations ;
- Le montant des Prestations HT et TTC.

À défaut de ces mentions obligatoires, la facture sera retournée au Prestataire et le délai de la demande de paiement sera suspendu par CFI après notification au Prestataire par envoi par courrier électronique ou par lettre en recommandé avec accusé de réception et jusqu'à la régularisation des mentions de la facture par le Prestataire.

9.4. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne peut excéder trente (30) jours suivant la réception de la facture. Le rejet des factures par CFI pour tout motif sera notifié au Prestataire. Ce dernier devra alors présenter une nouvelle facture corrigée et peut émettre des observations si besoin. Le délai de paiement de la somme à laquelle le Prestataire prétend sera suspendu jusqu'à réception par CFI de la facture rectifiée.

Ce délai sera également suspendu si le Prestataire ne procède pas au renvoi à CFI des documents demandés ou nécessaires au règlement des Prestations.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Prestataire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est calculé selon la formule suivante : $IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque centrale européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Les intérêts commencent à courir à compter du jour suivant la date prévue du règlement et continuent à compter jusqu'au jour du parfait paiement de la totalité des sommes dues au Prestataire

CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 10. PRINCIPES ÉTHIQUES DE CFI

Le Prestataire s'engage à respecter, sans réserve, les principes éthiques de CFI mentionnés ci-après :

- Le respect de la dignité humaine et de la non-discrimination, sous toutes ses formes ;
- Le respect de l'égalité femme/homme et l'absence de tout comportement et violences à caractère sexiste ;
- Le respect du Code de conduite anticorruption (disponible en libre accès au lien suivant https://cfi.fr/sites/default/files/2022-12/code_conduite_anticorruption_2022.pdf)
- L'interdiction de toute coopération avec des personnes ou entités incitant à la haine et à la violence pour des raisons de race, de genre, de religion, de conception philosophique, d'orientation sexuelle ou d'appartenance à un groupe minoritaire ;
- Le respect de la liberté d'expression et de la liberté de la presse en tant que libertés fondamentales qui participent à l'équilibre démocratique d'une société ;
- Le respect de la liberté d'informer qui signifie également celle de commenter et de critiquer, dans le respect des règles déontologiques et morales communément admises.

En cas de non-respect de ces principes, CFI se réserve le droit de résilier unilatéralement et aux torts exclusifs du Prestataire, le Contrat conformément à l'Article 24. RÉSILIATION DU CONTRAT.

Article 11. SECRET ET RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLES

11.1. Secret professionnel

Le Prestataire est tenu au secret professionnel absolu et à la confidentialité, conformément aux articles 2 et 3 du Règlement Intérieur National de la profession d'avocat et à l'article 66-5 de la loi du 31 décembre 1971.

Le secret professionnel couvre tous les échanges, informations, documents et correspondances intervenus dans le cadre de l'exécution du présent Contrat, quels qu'en soient le support (matériel ou immatériel) ou le contenu. Il s'applique de manière permanente, y compris après l'échéance du présent Contrat.

CFI s'engage à ne pas divulguer les documents ou consultations juridiques qui lui seraient remis par le Prestataire, sauf accord préalable écrit de ce dernier.

11.2. Responsabilité professionnelle

Le Prestataire garantit à CFI qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité civile professionnelle conforme aux exigences de la profession d'avocat.

La responsabilité du Prestataire ne pourra être engagée qu'en cas de faute prouvée dans l'exécution des Services afférant au présent Contrat, et ce dans les limites de la couverture assurantielle applicable au moment du fait générateur de responsabilité.

En tout état de cause, sauf faute lourde ou dolosive, la responsabilité du Prestataire est limitée au montant total des honoraires perçus au titre de la mission concernée.

Article 12. NON-EXCLUSIVITÉ ET CONFLITS D'INTÉRÊTS

Le présent contrat est conclu sans exclusivité, le Prestataire conservant la liberté d'intervenir pour d'autres clients, sous réserve du respect de son obligation de loyauté envers CFI et de prévention des conflits d'intérêts.

Le Prestataire s'engage à ne pas accepter de mission susceptible de créer un conflit d'intérêts avec les intérêts de CFI. En cas de survenance d'un tel conflit, il en informera immédiatement le Client et prendra les mesures nécessaires.

Article 13. REPRÉSENTATION DES PARTIES

13.1. Représentation de CFI

CFI désigne en son sein une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à la représenter auprès du Prestataire, pour les besoins de l'exécution du Contrat. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par CFI en cours d'exécution du Contrat.

13.2. Représentation du Prestataire

Dès la notification du Contrat, le Prestataire désigne en son sein une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de CFI, pour les besoins de l'exécution du Contrat, dans le respect du ou des profils décrits dans l'offre complète remise. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées à représenter le Prestataire en cours d'exécution du Contrat et après accord exprès de CFI.

Ce ou ces représentant.es sont réputé.es disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à CFI, les décisions nécessaires engageant le Prestataire.

La représentation du Prestataire et la réalisation des Prestations par les profils décrits dans l'offre complète du Prestataire, tout au long de l'exécution du Contrat, sont un élément substantiel du Contrat.

Article 14. SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L2193-3 du Code de la commande publique, les tâches suivantes sont essentielles et interdites à la sous-traitance : rédaction de mémos et notes juridiques, rédaction d'actes juridiques de quelque nature que ce soit, réponses à toutes questions d'ordre juridique.

En cas de sous-traitance, le Prestataire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la Commande publique

Le Prestataire ne peut sous-traiter l'exécution des Prestations qu'à condition d'avoir obtenu de CFI l'acceptation préalable et expresse de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Les tâches essentielles et celles expressément interdites à la sous-traitance, ne peuvent pas être sous-traitées par le Prestataire. En cas de non-respect de cette interdiction, CFI se réserve le droit de résilier unilatéralement et aux torts exclusifs du Prestataire, le Contrat conformément à Article 24. **RÉSILIATION DU CONTRAT.**

Le sous-traitant ne peut avoir accès à aucune information, ni aucun document confidentiel au sens de Article 11. **SECRET ET RESPONSABILITÉ** sans que le Prestataire ne s'expose au manquement de ladite obligation entraînant la résiliation du présent Contrat-cadre pour faute, aux torts exclusifs du Prestataire.

Le Prestataire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent Contrat. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Prestataire.

Article 15. SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant la sauvegarde, le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié par le Prestataire à CFI, par courrier recommandé avec accusé de réception, dès l'information portée à sa connaissance. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du Contrat.

En cas de redressement judiciaire, CFI adresse au Prestataire une mise en demeure lui demandant s'il a la capacité de poursuivre l'exécution du Contrat conformément aux dispositions contractuelles.

Cette mise en demeure est adressée au Prestataire, dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code du commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code du commerce.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du Contrat est prononcée.

Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au Prestataire une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision du Prestataire de renoncer à poursuivre l'exécution du Contrat, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. La résiliation n'ouvre droit, pour le Prestataire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du Contrat est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, CFI pourra accepter la poursuite du Contrat pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le Contrat sans indemnité pour le Prestataire.

Article 16. DÉCLARATIONS ET GARANTIES

16.1. Déclarations et garanties

Le Prestataire déclare et garantit à CFI, à la date d'entrée en vigueur et durant toute la période d'exécution du Contrat, que :

- i. Existence : elle est une société valablement constituée, dûment immatriculée et aucune cause de dissolution n'est intervenue la concernant ;
- ii. Capacité et autorisations : elle a la capacité et les autorisations sociales requises pour conclure le Contrat et exécuter toutes les obligations qui en découlent pour elle ;
- iii. Absence de violation : ni la signature du Contrat, ni l'exécution des obligations qui en découlent pour elle, ne sont contraires à une disposition quelconque de ses statuts, à une disposition législative ou réglementaire qui lui est applicable, à une stipulation d'un contrat ou d'un engagement auquel elle est partie ou à une décision judiciaire ou arbitrale exécutoire à laquelle elle est soumise ;
- iv. Caractère obligatoire : sous réserve des dispositions du livre VI du Code de commerce, ses engagements au titre du Contrat sont valables, lui sont opposables et peuvent faire l'objet de mesures d'exécution à son encontre conformément aux termes du Contrat.

En cas de manquement aux déclarations et garanties suscitées, CFI se réserve le droit de résilier unilatéralement et aux torts exclusifs du Prestataire, le Contrat conformément à l'Article 24. **RÉSILIATION DU CONTRAT.**

16.2. Modification de la situation juridique ou économique du Prestataire

Le Prestataire est tenu de notifier sans délai au représentant de CFI les modifications survenant au cours de l'exécution du Contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du Contrat.

Article 17. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

17.1. Propriété et exploitation des Résultats

Le Prestataire cède à titre exclusif à CFI, qui l'accepte, la propriété des Résultats réalisés dans le cadre du présent Contrat. Le Prestataire accorde au titre du présent Article à CFI, tous les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les Résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du Contrat et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des Prestations commandées dans le cadre du Contrat.

On entend par « Résultats » tout élément, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, réalisé dans le cadre de l'exécution du Contrat, livré ou non, et pouvant faire l'objet d'une acceptation de la part de CFI. Les Résultats comprennent tous les éléments réalisés par le Prestataire dès la phase précontractuelle en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent Contrat.

CFI se réserve les droits d'utilisation et d'exploitation des publications opérées dans le cadre du présent Contrat. Néanmoins, CFI s'engage à ne pas faire d'utilisation à but commercial des livrables réalisées dans le cadre du présent Contrat.

La présente cession ne recouvre que les droits d'auteurs dit patrimoniaux et ce, dans les conditions prévues dans le présent Article. Les droits d'auteurs dits moraux en sont exclus. Ces droits moraux recouvrent la divulgation, la paternité et le respect de l'intégrité des Résultats vus en tant qu'œuvre au sens du Droit de la Propriété intellectuelle.

Cette cession des droits couvre les Résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des Prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les Résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au Contrat. Pour permettre à CFI d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du Contrat, le Prestataire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'exécution du Contrat.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans les prix du présent Contrat.

Le caractère de cette rémunération de la cession de droits d'auteur est expressément accepté par le Prestataire³.

17.2.Licence sur les Droits Préexistants

CFI n'acquiert pas la propriété des Droits Préexistants. Lorsque le Prestataire incorpore des connaissances antérieures dans les Résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du Contrat ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux Résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des Résultats, le Prestataire autorise CFI à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux Résultats.

Dans l'hypothèse où une cession à titre exclusif des Résultats au profit de CFI est prévue dans le Contrat, l'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures, sauf stipulations expresses dans les documents du Contrat.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du Contrat.

Au cours de l'exécution du Contrat, le Prestataire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de CFI, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du Contrat qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux Résultats.

Le Prestataire ne peut utiliser les connaissances antérieures de CFI que dans le cadre de l'exécution du Contrat et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Le Prestataire accorde à CFI une licence libre de redevance et irrévocable sur les droits préexistants, autorisant celle-ci à exploiter ces droits dans les termes prévus dans le présent Article. Lors de la livraison des Résultats, le Prestataire peut, au besoin, fournir à CFI une liste des droits préexistants et des droits de Tiers, y compris ceux de son personnel, d'auteurs ou d'autres détenteurs de droits. Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par CFI.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du Contrat pour les utilisations prévues dans le cadre du Contrat et pour toute la durée du Contrat.

17.3.Garanties sur les droits cédés

Le Prestataire garantit être titulaire de l'ensemble des droits des Résultats faisant l'objet du Contrat, qu'il est libre de céder seul l'intégralité des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle sur les Résultats. Le Prestataire certifie qu'aucun engagement vis-à-vis de Tiers ou droits d'un Tiers n'interdit cette cession. Le Prestataire garantit à CFI la jouissance pleine, entière et libre de toute servitude des droits cédés contre tous troubles, revendications, réclamations et évictions quelconques, y compris en ce qui concerne les droits préexistants, pour toutes les exploitations envisagées par CFI, sous réserve de tromperie ou de dissimulation par un Tiers à l'insu du Prestataire.

A première demande dûment explicitée et notifiée de CFI, le Prestataire doit pouvoir démontrer par le bais de preuves tangibles et effectives la propriété ou les droits d'exploitation de tous les droits préexistants et droits de Tiers énumérés, sauf en ce qui concerne les droits détenus par CFI. Le Prestataire garantit CFI contre toute action de Tiers ayant pour fondement un dommage causé par l'usage de ses données ou par l'intervention de l'un de ses préposés.

³ Conformément à l'article L.131-4 du Code de la Propriété Intellectuelle.

A cet effet, dans le cas où le Prestataire ferait l'objet d'une action d'un Tiers, il s'engage à en informer CFI par lettre recommandée avec accusé réception dans un délai de quinze (15) jours. Les Parties s'accordent sur une stratégie de défense commune.

En cas d'action judiciaire, le Prestataire prend seul en charge :

- les honoraires de l'avocat qui aurait été choisi d'un commun accord ;
- les dommages et intérêts, pour les seuls dommages directs, auxquels une ou les Parties seraient condamnées de manière définitive.

Le Prestataire prend à sa charge tout dommage et intérêt auquel CFI, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, du fait de l'utilisation des Résultats et des connaissances antérieures non conformes aux stipulations du Contrat.

Sur simple demande, le Prestataire s'engage, à ses frais, à remplacer les Résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à CFI de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du Contrat.

17.4.Droits d'auteur

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent Contrat ainsi que les Résultats sont confidentiels et appartiennent exclusivement à CFI.

Le Prestataire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent Contrat aux seules fins de son exécution.

Le Prestataire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des Prestations du présent Contrat, sauf autorisation préalable et expresse de CFI. Le Prestataire s'engage à ce que l'exploitation des Résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image de CFI, sous réserve du respect des obligations de confidentialité. La publication mentionne que les Résultats ont été financés par CFI.

17.4.1.Droits de représentation

Les droits de représentation sont cédés pour toute communication au public.

Les prises de vues sélectionnées pourront être représentées par tout procédé connu, notamment par toute technique de projection, sous forme de tirages photographiques, aux moyens de vidéogrammes à des fins d'exposition, de promotion, de consultation, y compris pour toute communication dans un lieu public. Les droits de représentation comprennent également toute diffusion par télédiffusion en ligne, ou par tout moyen de télécommunication, notamment par tout réseau ouvert ou fermé. Le droit de diffusion couvrira également la diffusion dans les réseaux internes de personne morale de droit privé ou public.

17.4.2.Droits de reproduction

Les droits de reproduction cédés comprennent le droit de reproduire par tout procédé de fixation utilisant les supports connus, notamment papier, film, bande audiovisuelle, CD, DVD et d'une manière générale sur tout support optique, numérique, magnétique ou électronique, ainsi que par tout moyen nécessaire à l'exercice des droits de représentation.

Les droits de reproduction comprennent le droit de fixation sur toute mémoire d'ordinateur, sur des serveurs, toute reproduction à partir d'appareil de téléphonie, et sur tout équipement de consultation de livre numérique. Ces droits comprennent aussi le droit de procéder à toute édition graphique, pour toute publication, catalogue, affiche, carton d'invitation, dossier de presse ou support de communication. Chaque adaptation ou exploitation sous une forme non prévisible ou non prévue à la date d'Entrée en vigueur fera l'objet d'une cession de droits d'auteur. Pour chaque nouvelle édition, le montant des droits devra être réactualisé.

La cession est faite pour avoir effet dans le monde entier pour tout le temps que dureront les droits de propriété littéraire et artistique du Prestataire, de ceux de ses héritiers ayants droit et représentants d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales actuelles ou futures sur la propriété intellectuelle.

17.4.3.Droit moral

Pour les utilisations prévues dans le cadre du présent Contrat, il sera fait mention des crédits photographiques d'usage, le nom du photographe sera indiqué. Le cas échéant, le Prestataire en sa qualité de photographe se verra soumettre pour approbation les traitements graphiques effectués aux fins de l'élaboration des différents produits éditoriaux, notamment les changements de couleur, les recadrages, les reproductions afin de vérifier qu'ils ne dénaturent pas son œuvre et ne portent pas atteinte à son droit moral.

Article 18. TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Les Parties s'engagent à se conformer à la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment à la Loi Informatique et Libertés et le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 (ci-après « RGPD »).

Les traitements de données ont pour base le présent Cahier des Charges.

Les données sont traitées pour des finalités déterminées, afin de permettre aux Parties d'assurer la gestion, la fourniture des Prestations ainsi que, de manière générale, assurer l'exécution du présent Cahier des Charges.

Les données sont conservées pendant toute la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées. A l'issue des durées de conservation, les Parties procéderont à l'effacement définitif des données encore en leur possession.

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et d'organisation appropriées pour assurer la protection des données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés ainsi que toute autre forme de traitement illicite.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés et au RGPD, les personnes concernées par les traitements disposent d'un droit d'accès, de limitation, de rectification, de portabilité, d'opposition et de suppression des données les concernant. Les personnes concernées disposent également du droit de définir des directives définissant la manière dont ils entendent que soient exercés, après leur décès, ces droits.

Pour CFI, les personnes concernées peuvent exercer ces droits en adressant un courrier à CFI au 62 rue Camille Desmoulins – 92130 Issy-les-Moulineaux.

Les personnes concernées disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (www.cnil.fr).

Article 19. PROTECTION ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au Prestataire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

CFI se réserve le droit de demander à tout moment au Prestataire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Prestataire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Article 20. RESPONSABILITÉ

Le Prestataire demeure responsable de plein droit à l'égard de tout Tiers, des dommages de toute nature susceptibles de leur être causés tant par lui que par ses préposés, ses sous-traitants éventuels ou toute personne à laquelle le Prestataire ferait appel pour l'assister ou exécuter en ses lieux et place une obligation ou Prestation résultant du Contrat, dommages pouvant survenir, aussi bien en cours de réalisation des Prestations, qu'après réalisation des Prestations comme conséquences directes du fait même de ces Prestations.

Article 21. ASSURANCE

Le Prestataire assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages de toute nature, consécutifs ou non, du fait de la réalisation des Prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par des polices d'assurance, souscrites auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables, destinées à couvrir l'ensemble de ses responsabilités civiles et professionnelles, pour des montants en rapport avec l'importance des Prestations confiées.

À tout moment durant l'exécution du Contrat, le Prestataire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande de CFI et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 22. FORCE MAJEURE

La force majeure est définie aux fins du présent Contrat comme tout événement, fait ou circonstance extérieur, imprévisible et irrésistible, indépendant de la volonté des Parties et qui ne peut être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

Aucune des Parties n'est considérée comme ayant manqué ou ayant contrevenu à ses obligations contractuelles si elle en est empêchée par une situation de force majeure survenue soit après la date de notification du Contrat, soit après la date de son entrée en vigueur. Chacune des Parties sera exonérée de toute responsabilité en cas de manquement total ou partiel même temporaire à une ou plusieurs de ses obligations découlant du présent Contrat, qui serait causé par un cas de force majeure.

En cas de survenance d'une situation qu'elle considère comme un cas de force majeure, la Partie concernée notifie sans délai l'autre de la situation par tout moyen permettant d'attester la date exacte de réception en précisant la nature du ou des événements visés, leur impact sur sa capacité à remplir ses obligations telles que prévues au Contrat ainsi que tout document justificatif attestant de la réalité du cas de Force majeure.

La charge de la preuve de l'existence et de l'effet de ces circonstances exonératoires incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de survenance d'une cause exonératoire, les parties s'engagent chacune pour ce qui la concerne, à déployer les efforts propres à en minimiser les conséquences ou à restaurer dans les plus brefs délais les conditions normales de l'exécution des engagements.

Dans l'hypothèse où la Partie invoquant une situation de force majeure parviendrait à la caractériser ses obligations concernées seront suspendues pour un délai trente (30) jours.

Toute suspension d'exécution du Contrat par application du présent article sera strictement limitée aux engagements dont les circonstances de force majeure auront empêché l'exécution et à la période durant laquelle les circonstances de force majeure auront agi.

En tout état de cause, les Parties s'efforceront de bonne foi de prendre toutes mesures raisonnablement possibles en vue de poursuivre l'exécution des Prestations.

Passé le délai de suspension des obligations, si la situation de force majeure se poursuit, le Contrat sera résolu de plein droit sans que cette résiliation n'ouvre droit à l'obtention d'une quelconque indemnité pour l'une ou l'autre des Parties.

Article 23. RÉGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET DES LITIGES

23.1. Règlement amiable

CFI et le Prestataire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du Contrat ou à l'exécution des Prestations objet du Contrat.

23.2. Droit applicable - Tribunal compétent

Le Contrat est soumis au droit français.

Tout litige relatif à l'interprétation des stipulations du Contrat ou à l'exécution des Prestations objet du Contrat sera porté devant le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats compétent.

La survenance d'un éventuel litige entre les Parties ne dispense en aucun cas une Partie de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent Contrat. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du Contrat, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Conformément à l'article L. 211-10 du Code de l'organisation judiciaire, dans les cas et conditions prévus par le Code de la propriété intellectuelle, des tribunaux judiciaires spécialement désignés sont compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle.

Article 24. RÉSILIATION DU CONTRAT

24.1. Principes généraux

CFI peut mettre fin à tout moment à l'exécution du Contrat avant l'achèvement de celui-ci dans les conditions prévues aux Articles suivants.

La décision de résiliation du Contrat est notifiée au Prestataire par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Les articles qui suivent précisent, selon les cas, si le Prestataire peut prétendre à une indemnisation du fait de la résiliation.

24.2. Résiliation judiciaire

En cas de manquement de l'une des Parties à ses obligations contractuelles dans des cas autres que ceux visés au présent Article, la résiliation doit être demandée par l'autre Partie conformément aux dispositions des articles 1224, 1227 et 1228 du Code civil.

24.3. Résiliation

CFI pourra, de sa propre initiative ou à la demande du Prestataire, mettre fin au Contrat de plein droit sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire, dans les cas suivants :

- a) Lorsque le Prestataire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le Contrat du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure tel que défini à l'Article 22. FORCE MAJEURE ;
- b) En raison de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire ou modifier l'exercice de certaines Prestations ;
- c) Lorsque l'exécution du Contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions du Code de la commande publique.

Le Contrat sera résolu de plein droit, au plus tard trente (30) jours après la date de notification de l'évènement à l'autre Partie, sans que cette résiliation n'ouvre droit à l'obtention d'une quelconque indemnité pour l'une ou l'autre des Parties.

24.4. Résiliation pour un autre motif

Les Parties peuvent résilier conjointement le Contrat pour quelque motif que ce soit. La résiliation ne pourra intervenir qu'après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception adressée par la Partie qui souhaite résilier le Contrat. La résiliation prendra effet trois (3) mois à compter de la date de réception de cette notification.

En cas de résiliation à l'initiative de CFI, l'indemnisation du Prestataire est limitée, sur la base des justificatifs produits par le Prestataire, à la part des frais et investissements éventuellement engagés pour la stricte exécution du Contrat et qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des Prestations effectuées.

24.5. Résiliation pour faute du Prestataire

24.5.1. Résiliation pour faute

CFI peut résilier le Contrat de plein droit sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire et sans délai, en cas de fautes répétées ou d'une faute d'une gravité suffisante du Prestataire dans l'exécution du Contrat, par simple lettre recommandée avec accusé de réception, notamment dans les hypothèses non limitativement énumérées suivantes :

- (a) Le Prestataire ne respecte pas ses obligations au titre du présent Contrat ;
- (b) Le Prestataire est responsable d'un retard dans l'exécution des Prestations qui empêcherait leur bon déroulement ;
- (c) Le Prestataire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et/ou réglementaires et/ou contractuelles relatives à la sous-traitance ;
- (d) Le Prestataire ne respecte pas les principes éthiques de CFI prévus à l'Article 10. PRINCIPES ÉTHIQUES DE CFI ;
- (e) Le Prestataire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'Article 21. ASSURANCE ;
- (f) Postérieurement à la signature du Contrat, les renseignements ou documents produits par le Prestataire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du Contrat, s'avèrent inexacts ;
- (g) Le Prestataire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- (h) Le Prestataire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;

- (i) Le Prestataire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du Contrat, à des actes frauduleux ou de corruption, contraires au Code de conduite de CFI dont il a pu prendre connaissance à l'adresse suivante : <https://alertefrancemm.com/?action=showFooterLink&id=4> ;
- (j) Le Prestataire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- (k) Postérieurement à la signature du Contrat, le Prestataire est placé dans l'un des cas l'interdisant de soumissionner prévus par l'article L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique.

Sauf dans les cas prévus aux j) et k) ci-dessus ou en cas d'urgence, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Prestataire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, CFI informe le Prestataire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations pour remédier au manquement.

24.5.2. Conséquences de la résiliation pour faute

La résiliation du Contrat ne fait aucunement obstacle à la possibilité laissée à CFI d'exercer une ou plusieurs actions civiles et/ou pénales qui pourraient être intentées contre le Prestataire.

Le Prestataire ne pourra prétendre, en cas de résiliation pour faute, à aucune indemnité de quelque montant qu'elle ne soit ni aucune autre compensation de quelque nature qu'elle soit.

Annexe 1 : DÉCLARATION DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE

Nous attestons avoir intégralement lu, compris et accepté, sans réserve aucune, le Code de Conduite anticorruption (accessible en libre-accès au lien suivant https://cfi.fr/sites/default/files/2022-12/code_conduite_anticorruption_2022.pdf).

Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de nos employé(e)s, ni des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants, collaborateurs ou collaboratrices ou de nos sous-traitants, dans l'un des cas qui serait contraire à une ou plusieurs disposition(s) du Code de Conduite anticorruption.

Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos employé(e)s, membres de notre groupement, de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants, collaborateurs et collaboratrices, nos sous-traitants, sans réserve aucune, chacune des dispositions du Code de Conduite anticorruption.

Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun de nos employé(e)s, ni des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants, collaborateurs ou collaboratrices ou de nos sous-traitants, dans une situation qui serait, même potentiellement, contraire à une ou plusieurs disposition(s) de la LOI n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos employé(e)s, membres de notre groupement, de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants, collaborateurs et collaboratrices, nos sous-traitants, sans réserve aucune, chacune des dispositions de la LOI n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

Nous nous engageons à communiquer sans délai à CFI tout changement, quel qu'il soit, susceptible de contrevenir ou constituer un manquement à la présente Déclaration.

Nous attestons avoir pris connaissance et accepter qu'en cas d'atteinte et/ou manquement, quel qu'il soit, volontaire ou involontaire, indépendamment de sa gravité, à l'une ou plusieurs des dispositions susmentionnées CFI pourra mettre fin unilatéralement au présent Contrat conformément à l'Article 22.5. Résiliation pour faute du Prestataire.

Nom, prénom du Prestaire : [à compléter]

En tant que : [à compléter]

Dûment habilité à signer pour et au nom de⁴ : [à compléter]

Signature : _____

A : [à compléter]

En date du : [à compléter]

⁴ En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire ou du consultant joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire ou le consultant.

FIN DU CAHIER DES CHARGES (CC)